



Le 23 novembre 2022

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Manifestations du 22 novembre 2022 : la profession au rendez-vous !

Annoncées avant la tenue des débats autour de la loi de finances pour 2023 devant le Sénat, les sept manifestations prévues à Paris, Rennes, Nantes, Besançon, Tours, Bordeaux et Montpellier ont réuni au total près de 500 professionnels à pied, à cheval ou en camion, bien décidés à se faire entendre.

La veille, les sénateurs sous l'impulsion de Jean-Pierre Vogel, président du groupe cheval, ont adopté, malgré l'avis contraire du Gouvernement, un amendement prévoyant le maintien du taux de TVA à 5,5% pour les prestations fournies en vue de la pratique de l'équitation, et d'un taux de 10% pour les autres activités de la filière.

Une reconnaissance qui vient compléter celle déjà obtenue par la profession en commission des finances de l'Assemblée Nationale quelques semaines plus tôt. Pour autant, les dirigeants de centres équestres ne sont pas dupes et l'avis défavorable du Gouvernement est le pire des signaux qui puisse être adressé, en particulier dans la perspective de plus en plus pressante d'un nouveau recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

C'est donc bien décidés à persuader le gouvernement de ne pas ternir l'image de l'État et de sa parole donnée que les différents cortèges du 22 novembre ont rencontré les Préfets ou leurs représentants désignés. Message est passé concernant les trois demandes prioritaires :

- Réaffirmer auprès du gouvernement les attentes extrêmement fortes de la profession à ce que l'État tienne ses engagements et respecte les termes des travaux de la représentation nationale.
- Remonter en urgence la demande des représentants professionnels et fédéraux d'être reçus dans les meilleurs délais par les ministres des Comptes Publics et de l'Economie.
- Transmettre les termes de l'échange de mardi auprès de la Première Ministre et du Président de la République.

En complément des actions en régions, à Paris, face au Salon des Maires, une délégation a pu s'entretenir avec Michel Fournier, président des maires ruraux, Stanislas Guérini, ministre de la transformation et de la Fonction publiques, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

Tous les acteurs rencontrés ont compris la nécessité de rendre compte des revendications de la profession jusqu'à l'Elysée.

L'ensemble des professionnels mobilisés mardi et tous ceux qui n'ont pu être présents restent déterminés à se faire entendre et envisagent d'ores et déjà les prochaines journées de mobilisation dès le mois de décembre et jusqu'à ce que le gouvernement mette à exécution la promesse de l'État français de plus de 10 ans, de revenir à une fiscalité adaptée.

**Contact presse**

GHN – Mathias Hébert – [m.hebert@ghn.com.fr](mailto:m.hebert@ghn.com.fr) – 06.74.35.76.38.